[texte](#)

[editorial](#)

Le suicide assisté, une notion archaïque

Par: Didier Sicard, Président d'honneur du Comité consultatif national d'éthique /

Publié le : 11 Février 2011

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Poursuivre la réflexion

Une proposition de loi légalisant le suicide assisté est inscrite à l'ordre du jour du Sénat, vers le 25 janvier.

Elle se fonde sur la revendication d'une liberté inaliénable de pouvoir librement choisir sa mort. Si le droit personnel au suicide existe, cette revendication suppose *de facto* le recours à un tiers, légalement commis. Or, à ce moment ultime de la fin de vie, cette liberté n'est plus celle de la vie habituelle. Elle est plutôt celle de ne pas être abandonné à une médecine indifférente, activiste, mais d'être accompagné dans sa faiblesse et sa désespérance. Vouloir mourir en toute conscience, avec le plus de sérénité possible sans devenir un corps souffrant au-delà du possible, qui peut être contre ? Simplement l'approche de la mort bouleverse souvent toutes les anticipations. L'ultime souhait est le plus souvent de vivre même si les désirs antérieurs étaient apparemment hostiles à ce souhait. L'angoisse serait grande de se sentir menacé au dernier moment par une directive anticipée que l'on voudrait cacher, oublier, en particulier pour les personnes âgées éprouvant soudain au milieu de la pire détresse, un dernier désir inconnu de vivre. Qui est plus vulnérable qu'une telle personne à laquelle on proclame que sa dignité serait désormais d'en finir, de respecter ses souhaits antérieurs, que telle personne atteinte de la maladie d'Alzheimer dont l'état ne lui permet plus de s'opposer à son projet antérieur de suicide assisté ?

Toute situation qui dans un contexte de vieillissement croissant et de difficultés économiques apparaîtrait rapidement comme la moins mauvaise solution pour des familles éprouvées, en

particulier financièrement défavorisées. De la même façon que la loi exprime un paradoxe quand elle encourage simultanément l'accompagnement respectueux de la fin de vie et le prélèvement d'organes en urgence chez les sujets à cœur arrêté, comment encourager une solidarité familiale et sociale qui se préoccupe de la qualité de vie jusqu'au bout plutôt que la solution simple d'une fin de vie décrétée ? En 2005, la loi Leonetti a permis que l'acharnement thérapeutique ne soit plus une angoisse légitime et que l'accompagnement des derniers moments respecte la volonté de celui ou celle qui va mourir dont la demande d'euthanasie est si exceptionnelle.

Ne demandons pas à la loi de nous aligner sur des cultures si différentes de la nôtre où le mot solidarité peut avoir un sens bien différent.

Partager sur :

- [Facebook](#)
- [Twitter](#)
- [LinkedIn](#)
- [Imprimer cet article](#)
- [Enregistrer en PDF](#)

Sommaire